Parlendu di un'unione di republiche unificate è centralisate, cù mezi di pulizzà maiò è induve l'ideulugia hè scritta indè a custituzione qual'hè ch'ùn penseribbe micca subbitu L'URSS in i tempi di Staline ? In fattu si trata quì di u scopu attuale di custruzione capitalista di l'auropa, una nova citadella di u « mercatu », nuzione scritta è fundamentale di u prugettu di Giscard.

I periculi chì portà issu longu testu sò numarosi, mà u populu ùn hà miccà a pussibilita di piglià u tempu di studià lu. Un si pò parlà dinnò di veru dibattitu di fondu postu chì i dui grandi partiti francesi ( UMP, PS ) chjamanu à vutà ié, ciò chỉ ghjè assai logicu perchè hanu quasi listessu fondu puliticu.

Dà qui à u 29 di maghju tutti i mezi mediatichi hanu dà esse messi in ballu pè appughjà una vera scrucunnaria intelletuale, quella chì cunsista »

A VERA FACCIA L'AUROPA BURGHESA

## DIFENDIMU I TRASPORTI **PUBLICHI!**

Le compte à rebours a commencé. Le gouvernement, après une campagne de communication soigneusement orchestré, a décidé d'accélérer le processus de privatisation de la SNCM. Car c'est bien de cela dont il est question. Cette opération a pour but de brader les navires convoités par des opérateurs privés. Comme c'est la règle depuis des décennies, des moyens de production ou des outils payés très chers au moyen de l'argent public vont être littéralement offerts à des armateurs, pratiquement pour quelques euros symboliques.

Sur les lignes maritimes concernées pourra dès lors commencer une guerre économique ou le dumping ne tardera pas à liquider des entreprises, avec comme conséquences immédiates, des ruptures de dessertes sur les destinations jugées peu rentables et au moment des saisons dites creuses, c'est-à-dire en dehors des périodes de vacances. Les personnels navigants verront leurs conditions de travail se dégrader avec des augmentations de cadences, l'utilisation permanente de contrats à durée déterminée et la baisse du niveau des rémunérations. Quand il ne s'agira pas de restreindre le droit de grève sous le couvert d'une obligation de service

restreint. Accords qui pourront même faire l'objet d'un aval donné par des syndicats qui ont déjà collaboré avec le patronat de certaines compagnies pour se faire. Nous nous

souvenons tous des conventions passées au sein de la CCM, entre des syndicats et la direction, et en tout premier lieu par le syndicat CFDT de l'entreprise. Que l'on ne vienne pas dès lors nous rebattre les oreilles avec d'ineptes discours sur les bienfaits de la concurrence, que ce soit pour les usagers, ou pour les personnels. Nous avons tous vécu les premières turbulences au niveau des transports aériens; de de fait, nous

savons tous à quoi nous sommes désormais exposé .Alors que les partis politiques assument toutes leurs responsabilités. Ceux de la vraie droite comme ceux de la pseudo gauche, qui depuis des années font le lit du monde de la finance et du patronat. Mais les organisations qui prétendent à la suprématie au sein du mouvement national auront également » ➡ à culpevulisà i tenanti di u Nò. Hanu dà fà crede chì d'esse contrà à l'auropa di i patroni è di i stati, saria un'andatura contrà à l'idea d'auropa in generale. Ci vole à fà la finita prestu cù què u carnavà!

Cumè indè u 1992, quandu s'hè mossu u culletivu « Innò à Masstricht », toccà à i patriotti di manca di palisà un'offensiva maiò contrà i diritti i più fundamentali di i populi è di i travagliatori.

Quelli chì pensannu, senza ride, chì i capitalisti anna hanu à strappà e catenne di u statu francese pè lascià u populu corsu ammaestrà u sò destinu cù un'auropa più democratica, ùn hanu micca capitu ciò ch'ellu hà scrittu Giscard. Sò scimità!

Pè contu nostru, ùn lasceremu mai i manghjoni vende a Corsica è i Corsi à i speculatori di u Turisimu perchè certi capizzoni nordisti l'hanu decisu pè noi.

Innò! A sfruttazione cumè legge, a fine di tutti i servizii suciali, a morte di l'agricultura è una più grande prigiò, ùn ponu esse u nostru avenne cummunu. U 29 di Maghju, un solu votu pè u populu corsu: INNÒ! ➡ à s'expliquer sur leur total désengagement et ce ne sont pas quelques communiqués de circonstance qui pourront masquer la réalité. La Corse et le monde du travail vont donc payer une très lourde addition et c'est à ce petit monde tout acquis aux lois du marché qu'il faudra demander des comptes. À la droite réelle, majoritaire aujourd'hui, aux sociaux libéraux de la pseudo gauche, ainsi qu'aux formations nationalistes libérales.

Ce scénario peut encore être évité par les moyens d'une mobilisation qui peut unifier toutes celles et ceux qui sont convaincus que le service public des transports est seul garant d'une égalité d'accès pour les usagers et un vrai vecteur de développement pour notre pays. La défense, aujourd'hui de nos moyens de transports maritimes, doit impérativement s'inscrire dans la dynamique d'une résistance populaire et publique, résistance d'abord afin de mettre en échec la privatisation de notre pays et offensive par la suite, pour imposer un projet de société qui place les intérêts de la Corse et du monde du travail au cœur des processus. Les militants de la Manca Naziunale sont solidaires des marins et des personnels sédentaires et nous serons jusqu'au bout déterminés afin d'assurer la permanence d'un service public socialement utile.

# A leur corps défendant

A l'heure actuelle, notre pays détient le record du nombre d'IVG pratiquées. D'après les statistiques de 2001-2002, 20 IVG pour mille femmes de 15 à 49 ans seraient réalisées par les praticiens dans l'île.

Comment expliquer ce record trente ans après l'avancée sociale historique qu'a constituée l'adoption de la loi Weil ? Comment comprendre une telle réalité alors que la pilule du lendemain se trouve en vente libre depuis 2001 et se voit délivrée gratuitement dans les établissements scolaires ?

On a d'abord évoqué l'allongement du délai légal de

recours à l'IVG, passé de 10 à 12 semaines depuis 2001. En vain, semble-t-il au vu des chiffres recensant le nombre d'interventions pratiquées entre la dixième et douzième semaine. Tout cela n'est que prétexte... Puis, les statisticiens à l'origine de cette étude, ont mentionné plus justement, le cruel manque d'information concernant la contraception d'urgence mais également, le renforcement de pesantes normes sociales prétendant définir le bon moment pour avoir un enfant.

En un mot, nous nous trouvons ici face à un problème éminemment politique au sens noble du terme.

Choisir, au regard de tels indicateurs récemment à la une dans la presse locale, de ne pas développer immédiatement de campagne de masse, informative et éducative, visant à avertir la population de l'existence et de l'efficacité de la contraception d'urgence revient à contribuer à l'aliénation pur et simple de la femme. En effet, une des premières expressions de l'identité féminine passe par la libre disposition du corps, véritable instrument d'affirmation et de libération.

Il incombe au Conseil Général de tenir informées familles et individus concernant les grands thèmes de santé publique, dont l'IVG ne peut que faire partie. Dans cet objectif, trois centres, sur Aiacciu, Porti-Vechju et Sartè, ont été crées pour qu'y soient organisées des consultations gynécologiques,

gratuites et accessibles aux mineurs sans autorisation parentale, en vue de la régulation des naissances. Là peut être délivrée une contraception d'urgence et là se font les entretiens préparatoires à l'IVG.

Pourtant, en dépit de séduisantes attributions théoriques détenues par un Conseil Général dont le moins

que l'on puisse dire est qu'il semble inefficace, les chiffres de l'IVG ne manquent pas d'être alarmants. C'est répétons-le l'absence de la part de nos dirigeants, d'une politique progressiste se donnant véritablement tous les moyens de contribuer à la désaliénation des femmes corses d'aujourd'hui, qui peut expliquer un tel scandale sanitaire. Les femmes, déjà victimes des tabous religieux et sociaux touchant au corps et à sa maîtrise, mais aussi, d'une domination machiste moins visible et tristement pérenne, en prennent toute la mesure, à leur corps défendant.

### Exception colonniale aujourd'hui, Vichy demain?

La situation actuelle, aussi pénible soit-elle pour l'ensemble des corses épris de justice et de liberté, ne doit rien au hasard.

Rien ne nous aura été épargné ces trente dernières années. La puissance qui occupe notre pays dispose de moyens disproportionnés et d'une solide expérience acquise au sein de son empire colonial. Le mouvement national a été confronté à tous les mécanismes habituels dont dispose un Etat puissant. La répression brutale et visible n'est qu'un moyen parmi d'autres. A travers ses services spéciaux, honorables correspondants, agents d'influences, groupes de pressions et alliés locaux, les gouvernements successifs ont démembré avec brio un mouvement populaire, qui, même si il n'avait pas opérer la jonction historique avec le mouvement social, disposait d'un réel encrage dans la société corse. Tous les moyens ont été et sont toujours employés : intoxication entre patriotes, infiltration, provocations, corruption, co-option, délations, etc...

Des erreurs spécifiques aux directions nationalistes ont également été d'une aide précieuse, et une page a été définitivement tournée lors des dernières élections territoriales avec le soutien inutile aux Rocca Serra et Santini, et un ancrage libéral non assumé. Profitant de ce flou idéologique, le couperet est tombé et ce, avec la bénédiction de ces derniers. Faute de projet politique alternatif, la petite bourgeoisie corse, y compris dite "nationale", s'est pliée aux règles capitalistes et aux propositions édulcorées de Matignon en général et de Bruxelles en particulier.

Nous sommes entré dans une nouvelle période, décisive, de l'histoire du peuple corse, celle d'une reprise en main totale de l'Etat Français. A un quadrillage policier exceptionnel et une répression de plus en plus arbitraire, vient se rajouter le travail des "équipes Bonnet" dans les administrations, chargées d'augmenter la présence de la population française dans l'île. Certains maires justifient la nécessité de construire toujours plus de résidences secondaires au nom d'une "Mixité sociale" nécessaire à la bonne évolution des "paysans locaux", et dans le même temps l'armée française et JOB Forum organisent l'exil des jeunes indigènes.

Qu'il soit bien compris que sans la participation active de la petite bourgeoisie corse à ce processus de normalisation très avancé désormais, la situation aurait été différente!

On imagine le poids croissant des tensions et des frustrations sur notre terre, mais sans perspectives et cadre collectif pour agir, de nouveaux pièges sont tendus, ceux du discours antiimmigré en particulier. Le mouvement national est à la croisée des chemins, il doit choisir entre une dynamique de projet ou un repli de type citadelle assiégée, porteuses de dérives fatales à brève échéance et qui le marginalisera définitivement, au profit du F.N.

L'Etat policier qui paralyse aujourd'hui l'action politique, s'abattra également demain sur toute forme d'opposition aux modèles dominants. Les détenus corses, indépendamment de toute caractérisation et jugement de leurs actes et statuts, sont victimes d'une double peine, aux mesures d'éloignement se rajoutent toutes les tracasseries administratives et judiciaires infligées aux familles des détenus.

On ne peut s'émouvoir d'injustices sous d'autres cieux et la tolérer au quotidien devant sa porte. Lutter pour les droits de l'homme passe par l'instauration d'une véritable société de droit, en Corse comme ailleurs.

E puru,

sò sempre

#### Tourisme: Arme de destruction massive?

Depuis que la bourgeoisie européenne a relégué la Corse à la foncction de Bronze-Cul parmi d'autres, leurs laquais locaux, chefs de clans, économistes de supermarchés et autres penseurs éclairés, ne jurent plus que par le Tourisme comme seul et unique axe de développement économique. Pour savoir ce à quoi pourrait ressembler notre pays demain, si on le laisse entre les mains de ces irresponsables, il suffit de constater les effets de leur politique à l'échelle d'une ville comme Calvi.

Sur le plan financier, la Ville emprunte pour rembourser les emprunts en cours, tout en continuant à s'endetter auprès d'entrepreneurs du BTP, c'est que d'accuellir le touriste ça coûte cher. Le marché de l'emploi est en symbiose avec la vie économique de la ville ; saisonnier ! Les emplois étants plutôt réservés à l'élite, à savoir les fils de gros et petits propriétaires de résidences de tourisme, clientélisme oblige. Les emplois saisonniers, y compris communaux, les plus pénibles et les plus polyvalents sont laissés aux "continentaux" ( Europe, Maghreb ).

Les conditions de vie de l'indigène moyen calvais se dégradent dans tous les domaines.

Se loger à l'année devient impossible, le tourisme immobilier rattrapant désormais les hauteurs de la Balagne. Côté Services Publics, la gestion des sgiò locaux a été et est toujours catastrophique. Que ce soit pour les transports aériens, les secours ou la Santé, la saisonnalité affecte également les moyens de fonctionnement pourtant indispensables mais quasi inexistants.

Sur le plan culturel, rien n'existe pour les jeunes calvais, en dehors de festivals alibi très médiatiques sponsorisés par les socio professionnels et de nombreuses administrations.

Même le cadre vie est menacé, Mr Santini ayant demandé le déclassement des espaces boisés classés, présents dans la pinède, afin de continuer d'asseoir la spéculation immobilière locale.

La vieille ville est maintenant une ville fantôme, elle se ranimera en mai pour voir rouvrir les boutiques de tee-shirts « SPIRIT OF CALVI », vente d'objets CORSES tels que les ANES EN BOITES, sangliers en porte clef ou Ribellu en médaille en or... Leur décorum est planté, faisons en sorte que cet univers absurde et morbide ne devienne pas quotidien dans notre pays demain.





## ou Gros Mots



?

#### VIOLENCE



Contre la violence, nous sommes entièrement d'accord!

A une démocratie au service de tous, nous disons oui! Contre les pouvoirs clandestins, assurément il faut se dresser! Pour la création d'emplois et contre la ségrégation raçiale! Contre la guerre et pour la Paix, luttons contre tous les obscurantismes, religieux et philosophiques!

Pour le droit à l'autodétermination et pour une société débarrassée de toutes les formes d'exploitation, il faut faire une révolution. Tous ensemble contre la violence capitaliste et colonialiste! Chiche!.

#### **PARTENAIRES SOCIAUX**



Ce terme, issue de la propagande néo-libérale des années 80, a été inventé, tout comme d'autres, dans un seul but : Détruire les capacités d'analyse et la conscience de classe des travailleurs. Pourtant un exploiteur et un exploité sont bien des ennemis de classes. Dans le registre des mêmes crétineries on a aussi remplacé 'patrons' par 'socioprofessionnels', 'licenciements massifs' par 'plan social', 'instabilité professionnelle' par 'mobilité' et 'esclavagisme social' par 'flexibilité'.

Fort heureusement, ce prêt à penser Coca cola ne résistera pas longtemps à l'épreuve des faits et méfaits de la Bourgeoisie.

Des archives, des dossiers exclusifs, un contact

WWW.MANCA-NAZIUNALE.ORG